

JACQUES BRASSEUL

Petite histoire des faits économiques

Des origines à nos jours

Sixième édition




ARMAND COLIN

Collection U

Histoire

Illustration de couverture : Johan (Jan) Thorn Prikker, *Les dockers*, 1917-18, Rotterdam, Museum Boymans-van Beuningen © akg-images

Mise en page : Belle Page

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	 <p>DANGER LE PHOTOCOPIAGE TUE LE LIVRE</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

© Armand Colin, 2022 pour la présente édition

© Armand Colin, 2001, 2010, 2013, 2016, 2019

Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert 92240 Malakoff
www.dunod.com
ISBN 9782-200-63089-8

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Introduction

Le but de cet ouvrage est de présenter une brève histoire économique du monde jusqu'à la période actuelle et de faire apparaître les racines anciennes et plus récentes du développement économique, d'expliquer les causes profondes du phénomène de l'industrialisation réussie en Europe et dans les autres pays développés et émergents. Les caractéristiques et les conséquences de la révolution industrielle sont assez bien connues, mais ses origines restent controversées. Il s'agit pourtant là du point essentiel, car si on arrive à démonter la mécanique de la croissance passée dans ses aspects économiques, mais aussi technologiques, démographiques, institutionnels, éthiques ou sociologiques, on pourra mieux analyser les obstacles actuels au développement des pays plus pauvres. Ainsi l'histoire aura pleinement rempli son rôle, qui ne se limite pas à la connaissance du passé, mais qui doit surtout permettre de mieux comprendre les sociétés contemporaines et par là servir également de guide à l'action.

On commencera par rappeler l'historique de la discipline elle-même, ce qui permettra de préciser les termes et de situer les différents courants ou écoles, avant d'évoquer des questions générales de premier intérêt pour notre matière, celles qui concernent la croissance, la technologie et l'évolution démographique. On étudiera ensuite les aspects économiques de l'histoire humaine depuis les économies précapitalistes (Antiquité, Moyen Âge) et préindustrielles (Renaissance, Temps modernes), en passant par la révolution industrielle du xviii^e siècle, jusqu'à la période d'industrialisation générale à travers le monde aux xix^e, xx^e et début du xxi^e siècle.

Chapitre I

Qu'est-ce que l'histoire des faits économiques ?

On peut définir l'histoire économique ou histoire des faits économiques comme l'étude et l'analyse des phénomènes économiques du passé grâce aux méthodes des sciences historiques (analyse de documents, récits, archives, prix, sources diverses) mais aussi naturellement des sciences économiques : analyse économique (au sens des méthodes issues de l'ensemble des théories économiques : classique, marxiste, néoclassique, keynésienne, institutionnaliste, etc.) et analyse quantitative (économétrie et modélisation). Les deux disciplines ont bien sûr largement recours à la statistique et à l'informatique puisqu'il s'agit de traiter les données souvent chiffrées accumulées par les générations précédentes.

L'histoire économique se trouve, comme son nom l'indique, au carrefour de deux grands domaines de la connaissance, l'histoire et l'économie. Comme ils sont tous deux largement ouverts à d'autres champs du savoir, aussi bien dans les sciences sociales que dans les sciences exactes, et qu'ils ont l'un et l'autre fait preuve d'un grand dynamisme, d'une sorte d'impérialisme vis-à-vis des autres disciplines, leur rencontre sur le terrain de l'histoire économique ne va pas sans heurts. Celle-ci est ainsi la fille de deux parents depuis longtemps séparés, l'histoire et l'économie.

L'histoire économique, au carrefour de l'histoire et de l'économie

L'Histoire

Les historiens de l'Antiquité - **Hérodote**, Thucydide, Polybe en Grèce, Tite-Live, Tacite à Rome se préoccupent assez peu des aspects économiques de

l'histoire, ils s'en tiennent à un récit souvent hagiographique sur les mérites de leur patrie respective. Ils ont aussi une vision cyclique, où les événements reviennent toujours à leur point de départ, sans direction, sans progrès. Les civilisations naissent, grandissent et déclinent, pour laisser la place à d'autres qui reprennent le même processus.

Les auteurs du Moyen Âge souffrent des mêmes lacunes mais introduisent une conception téléologique de l'histoire, où la notion de progrès spirituel de l'humanité apparaît. De cette évolution tournée vers Dieu, selon l'idéal religieux de l'époque, on passe progressivement à l'idée de progrès matériel dans les pays européens et du bassin méditerranéen. L'histoire a un sens, le progrès est possible. En outre l'étude des aspects économiques et sociaux entre en scène à la fin de cette période, à travers les écrits du grand historien et philosophe arabe **Ibn Khaldoun** qui est véritablement le premier à formuler une conception théorique et méthodique de l'histoire, notamment dans la *Muqaddima* (Introduction à son *Histoire des Berbères*) : « Mais elle (l'histoire) traite aussi de ces travaux auxquels les hommes s'adonnent et des efforts qu'ils font en vue de réaliser des gains et de se procurer un gagne-pain, et encore des sciences et des métiers ainsi que de tous les phénomènes qui se manifestent naturellement dans les divers états de la civilisation ».

Aux Temps modernes, c'est-à-dire entre la Renaissance et la Révolution, l'histoire se fait plus scientifique avec une volonté de rigueur accrue (critique des sources, travail d'archives, mise en doute des témoignages, etc.). Des auteurs comme **Dom Mabillon** ou Richard Simon illustrent cette évolution. **Voltaire** se fait historien et introduit les préoccupations statistiques (commerce extérieur) et démographiques (estimation de la population des grandes nations) dans ses travaux.

Enfin, à l'époque contemporaine, l'histoire devient véritablement une science avec successivement deux grandes écoles : l'école méthodique ou positiviste au XIX^e, et l'école des Annales au XX^e siècle. La première veut une histoire événementielle rigoureuse, scientifique, qui se caractérise par l'analyse critique des documents du passé et la croyance qu'on pourra finalement tout connaître de ce qu'il est possible de connaître (au fur et à mesure de l'exploitation du stock de documents, archives et témoignages disponibles ou à découvrir). Elle est illustrée par des auteurs comme Langlois, Seignobos ou Lavissee autour de 1900.

L'histoire méthodique sera contestée à partir des années 1920 par de jeunes auteurs comme **Lucien Febvre** et **Marc Bloch** qui se détournent des événements, des batailles, des successions de dynasties et de régimes politiques, pour s'intéresser aux aspects géographiques, économiques et sociaux, aux modes de vie, à la culture, aux croyances, aux coutumes des époques passées. L'histoire économique se situe au premier plan de leurs

recherches et elle ne le quittera plus. Après la guerre, l'école des Annales (d'après la revue du même nom) aura comme chef de file **Fernand Braudel** et se transformera peu à peu en Nouvelle histoire ou *Histoire totale* cherchant à couvrir tous les aspects de la vie en société. Braudel apporte la notion de longue durée en histoire, il distingue la durée courte, événementielle, celle des phénomènes politiques ou militaires ; la durée intermédiaire des activités et des cycles économiques ; et enfin la longue durée des phénomènes climatiques, géographiques, culturels, une histoire quasi immobile qui s'étend sur des siècles. Son ouvrage principal *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, xv^e-xviii^e siècle*, constitue toujours une source essentielle pour la compréhension de la genèse des sociétés modernes. Diverses branches de la recherche historique caractérisent désormais la discipline : l'histoire sérielle, l'histoire sociale, la démographie historique, l'histoire des mentalités, etc., dans cette volonté d'embrasser tous les aspects des sociétés humaines.

L'Économie

L'économie politique est évidemment une discipline beaucoup plus récente que l'histoire, puisqu'elle n'a que deux siècles et demi d'existence. Très liée à tous les aspects historiques à ses débuts, elle s'en est progressivement détachée dans un sens théorique et formalisé de manière mathématique, pour y revenir dernièrement, depuis les années 1960.

Au départ, en effet, avec les **physiocrates** et les **classiques**, au xviii^e siècle et au début du xix^e, des auteurs comme Turgot ou Adam Smith mêlent constamment des références et des analyses historiques à leur approche. C'est Ricardo qui introduira une rupture en inaugurant en économie la démarche hypothético-déductive, basée sur le pur raisonnement logique menant à des théories abstraites. La réalité historique n'occupe dès lors qu'une place réduite et décroissante dans le courant économique dominant, jusqu'aux néoclassiques, successeurs de Ricardo à la fin du xix^e siècle, et pendant tout le xx^e. Seules les tendances marginales, les courants alternatifs, continueront à garder une place importante à l'histoire économique : il s'agit tout d'abord des **socialistes**, puis des historicistes et des institutionnalistes.

Marx est le premier à formuler une véritable théorie de l'évolution à long terme des sociétés, ce qu'on appelle *le matérialisme historique*. Pour lui, les événements d'ordre institutionnel, culturel, juridique, religieux (les superstructures), sont façonnés par des événements d'ordre matériel, les activités économiques, les modes de production, ou infrastructure. Les décalages entre les deux, entre infrastructure et superstructure, expliquent les bouleversements historiques. La première évolue plus vite,

notamment du fait du changement technique, et l'inadaptation entre de nouveaux modes de production et des institutions périmées explique le nécessaire remodelage des secondes, souvent sous la forme brutale des révolutions. La Révolution française est ainsi analysée comme la mise en place d'institutions libérales (nouvelle superstructure) favorables à l'essor du capitalisme industriel (nouvelle infrastructure). Projetant sa théorie dans l'avenir, il voit de la même façon le passage au socialisme : la concentration croissante des entreprises, due au système capitaliste, aboutit à un divorce entre un mode de production qui est de fait devenu collectif (on travaille ensemble dans de grandes unités de production), et des institutions qui sont restées basées sur une propriété individuelle des moyens de production (le capitalisme). À un mode de production collectif dans les firmes doit correspondre un mode d'appropriation collectif des firmes, c'est-à-dire le socialisme.

Les détenteurs des forces productives, la classe dominante dans chaque mode de production, entrent en conflit avec la classe dominée qui se voit prélever une partie du produit de son travail : cet antagonisme sur le partage de la plus-value explique pourquoi « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours, est l'histoire de la lutte des classes » (*Manifeste du parti communiste*, 1848).

Les modes de production (caractérisés chacun par des rapports de production différents) qui se sont succédé dans l'histoire sont les suivants :

- communauté primitive (coopération dans le groupe/concurrence entre les groupes) ;
- mode de production asiatique (État pyramidal centralisé/propriété collective) ;
- mode de production antique (esclavage) ;
- mode de production féodal (servage) ;
- mode de production capitaliste (salarariat).

Le capitalisme doit finalement déboucher sur le socialisme (collectivisation des moyens de production et dictature du prolétariat) puis le communisme (« à chacun selon ses besoins », dépérissement de l'État).

Un deuxième courant en marge de la science économique orthodoxe est celui formé par les historicistes allemands de la fin du XIX^e siècle. Il s'agit de professeurs d'économie qu'on a appelé par dérision « socialistes de la chaire », parce qu'ils professaient des idées hostiles au libéralisme économique et en faveur d'un État social, du haut de leur poste d'universitaires, et qui se sont également opposés aux idées des néoclassiques et des marginalistes, lesquels développent leurs conceptions à la même époque. Les historicistes refusent les modèles mathématiques simplifiant la réalité et veulent utiliser la méthode inductive plutôt que la méthode déductive. Ils considèrent qu'il faut tirer des faits historiques les éléments nécessaires

à l'élaboration de lois économiques, et non les obtenir par un raisonnement abstrait. Leur chef de file, **Gustav von Schmoller** engage une polémique célèbre avec Carl Menger, le leader des marginalistes viennois, le *Methodenstreit* (Querelle des méthodes). Des auteurs fameux comme Werner Sombart ou Max Weber appartiennent à ce courant. Il connaîtra un succès d'influence outre-Atlantique, les États-Unis faisant appel à de nombreux universitaires allemands pendant cette période, et il aura des disciples avec les institutionnalistes américains, tel **Thorstein Veblen**, qui refusent également les modèles néoclassiques et se livrent à une analyse plus sociologique des caractéristiques du capitalisme industriel.

En même temps que l'école des Annales, apparaît en France au début du siècle un courant d'économistes intéressés par l'histoire qui fondent ce qu'on appelle l'histoire quantitative. Il s'agit de restituer et d'interpréter les données statistiques du passé sur les prix, les revenus, les échanges, afin de faire apparaître les cycles et les crises. **François Simiand** et **Ernest Labrousse** sont les meilleurs représentants de ce courant : le premier découvre les cycles longs de prix, repris ensuite par Kondratiev, le second propose une interprétation nouvelle de la révolution française à partir de la crise qui l'a précédée, crise qu'il analyse dans un ouvrage célèbre (*La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, 1944). Après la guerre, ces recherches se poursuivent à travers les analyses de Comptabilité nationale rétrospective, lancées par **Simon Kuznets** aux États-Unis, **Jean Marczewski** et **Jean-Claude Toutain** en France.

Enfin la science économique orthodoxe, néoclassique, finit par se réapproprier l'histoire économique, surtout dans les pays anglo-saxons, avec le phénomène de la **cliométrie** ou *New Economic History*, autour de Robert Fogel, Deirdre McCloskey, Nick Crafts et beaucoup d'autres. Il s'agit d'un courant né sur les campus américains dans les années 1950 qui cherche à appliquer les outils de l'analyse économique moderne (théories néoclassiques, économétrie, analyse des données) à l'histoire. Cette approche, indispensable pour comprendre les phénomènes économiques, se heurte cependant aux méthodes des historiens classiques, formés de façon littéraire, et provoque des polémiques de part et d'autre de l'Atlantique durant les décennies suivantes. Les thèmes de l'esclavage dans le Sud américain, du rôle des chemins de fer dans l'industrialisation des États-Unis, ou de la place de la France dans la révolution industrielle seront ainsi complètement renouvelés par ces approches analytiques. Un courant néoclassique moins formalisé, renouant avec l'école institutionnaliste de Veblen, se développe également en se rattachant à la Nouvelle histoire économique américaine. Il s'agit du néoinstitutionnalisme, ou institutionnalisme néoclassique, qu'on retrouvera un peu plus loin à propos de la croissance.

Les grandes questions de l'histoire économique

La croissance

La croissance économique – c'est-à-dire la hausse de la production à long terme – a quatre origines, dont l'analyse peut être attribuée à un auteur différent :

- La **croissance smithienne** résulte de l'intensification de la division du travail, liée à des échanges accrus. Tant au plan intérieur qu'international, comme Adam Smith et David Ricardo l'ont montré, le développement du commerce, favorisé par divers facteurs – l'apparition de la monnaie autrefois, la sécurité accrue des transactions grâce à la stabilité politique, au renforcement du droit et de la paix internationale, au progrès des transports, etc. – conduit à une meilleure allocation des ressources, un accroissement de la productivité et donc à la croissance économique.
- La **croissance schumpetérienne** provient de connaissances accrues, de progrès techniques, d'inventions et d'innovations qui permettent d'augmenter la productivité, et cela sans sacrifice de la part de la population en termes de consommation. Le domaine d'application est vaste, le plus important est bien sûr celui de la production, mais on peut aussi avoir des innovations juridiques ou institutionnelles qui favorisent la croissance, comme par exemple l'extension des relations de marché au XVIII^e siècle. Joseph Schumpeter, économiste autrichien du début du XX^e siècle a attaché son nom à ce type d'explication.
- La **croissance solovienne** dépend de l'investissement : si la formation de capital progresse plus vite que la population, la productivité s'accroît, les travailleurs disposant individuellement d'équipements plus importants. Cela conduit là encore à la croissance économique, considérée comme la progression de la production par habitant et donc du revenu par tête. L'expression fait référence au modèle néoclassique de croissance de Robert Solow (1950). L'élévation du niveau de vie à venir est obtenue, à la différence des autres cas, au prix de sacrifices présents, l'investissement supplémentaire étant la contrepartie d'une réduction de la consommation.
- La **croissance boserupienne**, du nom d'Ester Boserup qui a soutenu qu'une pression démographique pouvait conduire à l'adoption de méthodes de production plus intensives dans l'agriculture, et donc à la hausse de la productivité et des niveaux de vie. Par ailleurs, la croissance démographique peut permettre des économies d'échelle, les coûts fixes

étant répartis sur une population plus nombreuse. Enfin pour les pays de petite taille, elle peut simplement être un moyen d'accroître la division du travail insuffisante jusque-là.

En réalité les causes sont le plus souvent mélangées – ainsi le stock de capital change en quantité mais aussi en qualité, ce qui relie le progrès technique à l'investissement, donc la croissance schumpetérienne à la croissance solovienne, ou encore le progrès technique permet la baisse des coûts du transport et facilite donc également les échanges (croissances schumpetérienne et smithienne).

À partir de ces notions, on peut maintenant s'interroger sur les causes institutionnelles de la croissance à long terme. Qu'est-ce qui explique que telle société mette en place des modes d'organisation, une culture, des mentalités, des règles, des institutions qui permettent la croissance ? Les plus grands auteurs se sont penchés sur la question et ont donné des réponses différentes qui sont résumées ci-après.

Karl Marx et le capitalisme

Après avoir été un système progressiste jusque vers 1300 (hausse de la productivité, croissance démographique, début d'accumulation), le féodalisme entre en crise avec le développement des contradictions entre tenanciers et seigneurs. Le démantèlement progressif des relations féodales dans la phase de transition vers le capitalisme (xv^e au xviii^e siècle) s'explique par l'extension des échanges à l'échelle internationale (selon la fameuse formule de Marx, « le commerce mondial et le marché mondial inaugurent au xvi^e siècle la biographie moderne du capitalisme ») et aussi par le développement des villes, lieux de liberté et par définition carrefours d'échanges, qui favorisent les relations de marché par opposition aux relations féodales. Le marché du travail se forme peu à peu, et au xvii^e siècle les progrès agricoles et les enclosures permettent encore son extension, le salariat devenant la forme principale des relations sociales. Les changements démographiques et techniques ne sont pas à l'origine des évolutions mais plutôt leur conséquence, ce sont les bouleversements dans les relations sociales qui déclenchent le processus. Le capitalisme apparaît avec la séparation des travailleurs de leurs moyens de production, ils n'ont plus à vendre que leur force de travail, et le producteur individuel, l'artisan dans son atelier, sont remplacés par l'usine et la production de masse qui permettent l'exploitation sur une grande échelle ainsi que l'introduction constante d'innovations technologiques, facteurs de croissance.

Pour Marx, le capitalisme est un système dynamique, un progrès par rapport à tous les modes de production antérieurs, son rôle historique est de réaliser l'accumulation du capital qui permet le développement des

forces productives, et par là le passage plus tard à des modes d'organisation supérieurs, socialisme et communisme.

Joseph Schumpeter et les innovations

Pour Schumpeter, le capitalisme, animé par des entrepreneurs innovateurs, se caractérise par un changement permanent, de nouveaux produits, de nouveaux marchés, des progrès dans les processus productifs et dans les modes d'organisation, mais aussi la disparition d'anciens secteurs, une *destruction créatrice*. Ces progrès ont un aspect discontinu : il s'agit de ruptures par rapport aux procédés traditionnels, de modifications qualitatives plus que quantitatives. Les innovations arrivent par grappes, car une découverte ouvre le champ à d'autres, à des imitateurs, et entraîne des applications multiples. Cela a été le cas de la fin du XVIII^e siècle pendant la révolution industrielle et de la fin du XIX^e (la deuxième révolution industrielle), et sans doute – après la mort de Schumpeter (1950) – des mutations techniques actuelles, basées sur l'information, l'espace et la génétique. Une conséquence de ces vagues successives d'innovations est le caractère cyclique de la croissance capitaliste. Schumpeter reprend l'analyse de Simiand et Kondratiev en donnant une explication des cycles : les phases ascendantes seraient dues à l'arrivée d'une innovation marquante (coton, chemin de fer, automobile), et les phases descendantes à des périodes de *creux technologique*, comme celles situées entre les machines textiles et les chemins de fer (1814-1827), entre les chemins de fer et l'automobile (1870-1885), entre celle-ci et la généralisation des biens de consommation durables d'après-guerre, la période de crise 1925-1945.

Karl Polanyi et le marché autorégulateur

Pour Karl Polanyi dans *La grande transformation* (1944), les relations économiques ont été immergées (*embedded*) dans les relations sociales jusqu'au XIX^e siècle. Les facteurs économiques ne sont dominants qu'à partir de la révolution industrielle et l'apparition de l'économie capitaliste de marché, ils deviennent alors autonomes, désengagés (*disembedded*) des relations sociales. L'évolution majeure qui commence vers le XV^e siècle et aboutit à la fin du XVIII^e se caractérise par la généralisation des relations de marché, la création d'un nouveau système d'organisation économique, autour d'activités jusque-là en arrière-plan, mais qui envahissent désormais tous les comportements humains : « *Nous avançons l'idée que tout cela (la révolution industrielle et les transformations qui l'ont accompagnée) était simplement le résultat d'un unique changement fondamental, la création d'une économie de marché* ». Celle-ci se caractérise par la monétisation progressive des facteurs de production. La terre, le travail, le capital peu à peu s'échangent, ils ont des prix qui varient sur les marchés selon l'offre et la demande qui en sont faites.

Les causes plus précises de cette évolution sont à rechercher d'une part dans le mouvement des *enclosures*, et d'autre part dans les grandes découvertes des xv^e-xvi^e siècles.

- Les enclosures (clôtures de terres) commencent en Angleterre au xiii^e siècle et le mouvement s'étend jusqu'au xix^e. Il s'agit au départ des terres à pâturage destinées à l'élevage des moutons et à la production de laine. Les seigneurs éleveurs s'aperçoivent des possibilités considérables de gain que la vente de laine représente, vers les villes ou les centres textiles des Flandres. Pour les réaliser il faut gérer et surveiller les troupeaux, donc enclore. Le résultat est double, les terres deviennent mieux identifiables comme propriété d'une personne et commencent à être vendues : c'est l'apparition du *facteur de production terre, échangeable sur un marché*. On passe ainsi des relations féodales où la terre confère pouvoir et prestige, et où elle est exploitée en commun dans le champ ouvert collectif (*open field*) et rarement vendue, à une première forme de capitalisme agraire. Une deuxième conséquence des enclosures est le début d'un exode rural des paysans chassés de leur terre, car la surveillance des troupeaux exige moins de main-d'œuvre que la culture. Le travail devient aussi un *facteur de production échangeable sur un marché : le marché du travail*. Le salariat remplace peu à peu les relations hiérarchiques du Moyen Âge caractérisées par les contraintes héréditaires des tenanciers vis-à-vis des seigneurs.
- Les grandes découvertes auront des effets comparables, cette fois-ci dans toute l'Europe, mais selon des voies différentes. L'afflux d'or et surtout d'argent depuis les mines d'Amérique provoque la grande inflation du xvi^e siècle. Une première conséquence est la hausse des profits, les prix augmentant plus vite que les salaires. Cette hausse permet des investissements et une accumulation progressive du capital à l'origine d'un enrichissement du continent, facilitant plus tard la révolution industrielle. Une autre conséquence de l'inflation est la ruine progressive des titulaires de revenus fixes, notamment les propriétaires terriens. Ceux-ci forment une nouvelle catégorie sociale, celle des nobles sans fortune condamnés à vendre leurs terres à ceux qui, comme les bourgeois enrichis par l'inflation, peuvent les acquérir. Ainsi, de même qu'avec les enclosures, le résultat est l'apparition et le développement du marché de la terre, facteur de production. En outre ces aristocrates ruinés se tournent vers le commerce ou l'industrie, dérogeant ainsi à leurs traditions, et favorisent par là l'essor du capitalisme.

Cette longue transformation dans laquelle les *fiefs* deviennent un facteur de production, la *terre*, fournissant un revenu (la rente) ; où les *serfs* deviennent des hommes libres de vendre leur *travail* rémunéré par un

salaires ; et où le *trésor* devient un *capital* destiné à rapporter profit ou intérêt, est celle de la *naissance du capitalisme de marché*, système où les biens mais aussi les facteurs de production sont échangés sur des marchés qui fixent leurs prix. Un système économique entièrement nouveau apparaît, où les richesses sont destinées à la vente, et pas seulement des objets de prestige permettant l'affirmation d'un statut, un système dans lequel les hommes sont animés essentiellement par des valeurs matérielles comme la recherche du profit, et non plus des valeurs liées au pouvoir et au prestige artistique, intellectuel ou spirituel.

Walt Rostow et les étapes du développement

Rostow, dans son ouvrage de 1960 sur les *Étapes de la croissance économique*, met l'accent sur le décollage (*take-off*) et ses conditions préalables (développement agricole, infrastructures), sur la croissance auto-entretenu, sur les effets de liaison obtenus par les industries motrices et les secteurs de pointe (*leading sectors*), sur le doublement du taux d'investissement. Les critiques se sont accumulées et il ne devrait donc pas rester grand-chose du modèle, cependant il est toujours un passage obligé des ouvrages sur le développement et l'histoire économique. La plupart des notions forgées par l'auteur sont restées, ont été approfondies par d'autres, et font partie désormais de la trousse à outil de l'économiste ou de l'historien. La raison de ce succès durable est que le grand schéma de Rostow représente de la façon la plus claire le concept du développement linéaire, la Grande-Bretagne ouvrant la voie et tous les autres pays suivant avec retard. Cette idée garde une grande partie de son pouvoir explicatif du monde actuel, bien que les faits concordent parfois assez mal avec le modèle initial. La France par exemple n'a pas connu de décollage marqué et pourtant elle se retrouve au même niveau que l'Angleterre deux siècles après la révolution industrielle. Les industries motrices – et s'il en est une au XIX^e siècle c'est bien celle des chemins de fer au sens propre et figuré – se révèlent finalement « dispensables » comme Fogel et d'autres l'ont montré. Enfin, l'argument de Rostow est dans une certaine mesure circulaire, comme le remarque Gerschenkron, car à la question comment la croissance a commencé, il répond : parce que les conditions préalables ont été réunies ; et si on demande comment sait-on que ces prérequis sont réunis, la réponse est : parce que la croissance a commencé !

Alexander Gerschenkron et les latecomers

Gerschenkron est l'auteur d'un modèle explicatif de l'industrialisation dans les pays qui sont arrivés en retard dans la grande transformation de la fin du XVIII^e en Europe occidentale, les *latecomers*, tels l'Allemagne, la Russie tsariste ou le Japon : plus le pays est en retard, plus rapide sera son

industrialisation. C'est le retard même et la tension ainsi provoquée dans la société, qui jouent un rôle positif :

- en incitant l'État à intervenir ;
- en poussant des groupes dynamiques à se mobiliser pour relever le défi ;
- en favorisant dans les entreprises l'importation des techniques les plus modernes, ce qui permet de bénéficier du réservoir technologique international, sans avoir à repasser par les étapes hasardeuses de la création.

Les conditions préalables ne sont plus nécessaires à la croissance, chaque pays peut trouver des moyens pour contourner l'absence de telle ou telle de ces conditions. Le cas anglais ne peut donc constituer une voie unique du développement et chaque pays suit un cheminement différent.

Les interprétations néo-institutionnalistes

Rosenberg et Birdzell : une sphère économique autonome

Dans leur ouvrage classique (*Comment l'Occident s'est enrichi*), ces deux auteurs expliquent le développement économique, dans un cadre général néoclassique, en mettant l'accent sur « la naissance d'une *sphère économique autonome* » et sur le rôle des *innovations* d'ordre technique, mais aussi commercial et institutionnel.

La chute de la féodalité à la Renaissance voit le desserrement des contraintes exercées par les autorités politiques ou religieuses sur les activités économiques. Les transactions deviennent plus libres et le partage entre les unités soumises à une réglementation publique (manufactures et corporations) d'une part, et les entreprises libres de déterminer leur production et de fixer leurs prix, d'autre part, se fait progressivement à l'avantage des secondes. Les industries rurales, proches des matières premières et des sources d'énergie, peuvent alors échapper aux réglementations tatillonnes régnant dans les villes. Une sphère économique autonome apparaît qui se libère à la fois des autorités et de l'Église.

L'autre aspect est celui des innovations facilitées par l'avènement d'un esprit scientifique au xvii^e siècle, basé sur la méthode expérimentale. La division de l'Europe en multiples nations et la foule des artisans et entreprises décentralisés garantit une sorte d'assurance collective pour la société : sur le nombre, on était sûr de ne pas perdre une idée intéressante. Les groupes qui auraient pu résister à telle ou telle invention sont en Europe dans une position moins favorable que dans les empires centralisés (Chine, Empire ottoman, Inde des Moghol) du fait de cette décentralisation extrême des décisions et des possibilités d'investissement. Ces innovations ne concernent pas seulement les techniques nouvelles bien connues comme les métiers à filer et à tisser, les forges, les machines à vapeur, etc., mais elles doivent être prises dans un sens large qui inclut :

- La découverte de marchés neufs et de nouvelles formes d'échange fournis par les armateurs et les marchands-aventuriers que l'Europe lance sur les mers du globe à partir du xv^e siècle.
- L'apparition de produits nouveaux et bon marché qui atteignent les masses plus que les privilégiés, comme les textiles de coton et les produits du fer au xviii^e siècle.
- Les innovations dans l'organisation, notamment des firmes, caractérisées par un processus de diversité croissante. On peut citer toutes les formes d'entreprises en renouvellement permanent (par exemple au xix^e siècle les sociétés anonymes, les coopératives, les divers types de banques).
- Les innovations dans la fiscalité : à la fin du Moyen Âge en Occident, le remplacement progressif des pratiques de confiscation et de spoliation de l'État par des impôts réguliers est un puissant facteur du développement économique. Les richesses n'ont plus besoin d'être dissimulées, la sécurité des biens est mieux garantie. Les échanges, les investissements et le calcul économique en sont favorisés. Cette mutation n'a pas été réalisée en Asie et dans les pays d'Islam où les exactions du pouvoir vis-à-vis des producteurs et des marchands ont duré beaucoup plus longtemps, ce qui explique que l'accumulation du capital ne s'y soit pas réalisée aussi vite.

Robert Heilbroner et les villes

La relation villes-campagnes est cruciale dans l'explication du développement en Occident et l'extension des relations de marché. À la question pourquoi ces relations ont-elles pu se développer en Europe, expliquant finalement la révolution industrielle au xviii^e siècle, et pas ailleurs, en Chine ou dans les pays musulmans, ou encore dans les empires d'Afrique, ou d'Amérique précolombienne, on peut donner avec Heilbroner la réponse suivante. L'Europe occidentale a été le théâtre d'un événement majeur, d'un véritable cataclysme qu'aucune des autres grandes civilisations n'a connu : il s'agit de la disparition complète, radicale, d'un pouvoir centralisé et autoritaire avec la chute de l'Empire romain en 476. Les dix siècles qui ont suivi, période qui correspond au Moyen Âge, ont été caractérisés par un émiettement du pouvoir, une absence d'autorité unique sur les peuples européens, et au contraire, jusqu'à l'apparition des États-nations modernes au xv^e siècle, l'existence d'une multitude de seigneuries rivales dont l'autorité ne s'étendait au mieux qu'au cadre régional. Ce vide du pouvoir central a laissé la place à une plus grande liberté que justement les cités se sont efforcées avec succès de conquérir en développant leurs franchises. La montée des villes à partir du xi^e siècle, carrefours et donc lieux privilégiés de l'échange, c'est-à-dire de la spécialisation et du marché, explique la naissance du capitalisme en Occident. Comme le dit Braudel, « *en Occident, capitalisme et villes, au fond, ce fut la même chose* ». Nulle part ailleurs, que ce soit en Chine, en Inde ou dans le monde musulman, les villes, soumises

à un pouvoir centralisé fort, n'ont pu développer ces libertés économiques, libertés qui ont été préservées en Europe malgré le retour des États autoritaires, c'est-à-dire les monarchies absolues du xv^e au xviii^e siècle.

Cependant l'organisation de la production manufacturée dans les villes mêmes, sous forme des organisations de métiers (guildes, jurandes, corporations), deviendra progressivement un obstacle à l'extension du marché, du fait des multiples réglementations et de l'absence de concurrence. Les corporations représentaient un progrès à l'époque de l'économie domaniale fermée, au début du Moyen Âge, mais elles deviennent un frein par la suite. Si « l'air de la ville rendait libre » au Moyen Âge, c'est l'air de la campagne qui joue ce rôle pour les entreprises à partir du xvi^e siècle avec ce qu'on a appelé le *putting-out system*, parce que les réglementations urbaines corporatistes et étatiques n'y ont pas cours.

Douglass North et les coûts de transaction

Pour Douglass North, les institutions et leur évolution donnent la clé de la performance des économies, c'est-à-dire de la croissance. À côté des coûts de production, retenus par l'analyse économique, les coûts de transaction ont été négligés jusqu'à ce que Ronald Coase observe dans un article de 1937 que les marchés parfaits de la théorie néoclassique supposent des coûts de transaction nuls, ce qui est peu conforme à la réalité. Les coûts de transaction résultent de la gestion et de la coordination du système économique dans son ensemble. Ainsi, dans une société complexe, la plupart des gens ne sont pas engagés directement dans des activités de production, mais dans des activités visant à réduire ces coûts, qui représentent environ la moitié du PIB d'après les estimations de North pour l'économie américaine. Ce sont tous les coûts qui ne sont pas liés au processus physique de production, on peut les classer en trois catégories :

- *coûts de recherche de l'information* nécessaire à l'échange ;
- *coûts de négociation*, impliqués par la détermination des conditions et termes de l'échange ;
- *coûts d'application* des contrats (*enforcement costs*).

Des coûts de transaction élevés constituent un obstacle à la croissance et le rôle des institutions est justement de les réduire pour favoriser celle-ci. L'histoire économique de l'Occident et le succès des pays qui ont fait leur révolution industrielle sont « l'histoire de la mise en place progressive d'institutions adaptées, propres à contenir la montée des coûts de transactions qui accompagne la division accrue du travail et donc la complexité croissante des sociétés » (North). En effet, dans une communauté réduite, les liens personnels limitent ces coûts car les participants à l'échange se connaissent et sont donc obligés d'adopter des normes d'équité. Les coûts de production y sont par contre élevés car la société n'est pas spécialisée et dispose de peu de capital technique. Lorsque les marchés s'élargissent,

les relations économiques deviennent impersonnelles et il faut protéger les contractants des fraudes ou abus et autres pratiques coûteuses ou dissuasives des échanges par tout un arsenal institutionnel, notamment juridique. La morale ordinaire permet également de limiter les coûts de transaction car elle réduira la nécessité d'un contrôle, les individus tendant à se comporter de façon honnête et équitable pour rester en accord avec leurs principes plus que par crainte des contraintes légales.

Évolution des coûts de production et de transaction avec le développement

	Coûts de production	Coûts de transaction
Société primitive ↓ Société développée	élevés ↓ faibles	faibles ↓ élevés

Le développement économique s'accompagne d'un accroissement des coûts de transaction au fur et à mesure que la société devient plus complexe et d'une réduction parallèle des coûts de production au fur et à mesure que le capital s'accumule et que la société se spécialise. Toute la question est de savoir si la baisse des seconds ne sera pas annulée par la hausse des premiers : les institutions seules feront la différence en limitant ou non cet accroissement.

Les institutions sont définies comme les règles, les codes de conduites, les normes de comportement, mais aussi la manière dont ces conventions sont appliquées (soit par soi-même, soit par la partie adverse, soit par l'État). Les droits de propriété sont essentiels ici (le cadre théorique développé par North est connu sous le nom de théorie des *property rights*) ; et particulièrement dans le domaine de l'innovation : la propriété des inventeurs sur leur invention, avec un système de protection du type brevet ou licence. En termes néoclassiques, le taux de rendement social de l'invention doit s'approcher du taux de rendement privé, c'est-à-dire que non seulement la société dans son ensemble, mais aussi l'inventeur, en bénéficient. Ainsi les institutions favorisent le changement et le progrès.

On doit distinguer les institutions des organisations comme les entreprises, les administrations, les groupes de pression, les associations, etc., qui dans le langage courant sont appelées justement institutions. Les organisations sont donc les joueurs, et les institutions les règles du jeu. Elles changent avec le temps, s'adaptent aux nouvelles techniques, aux modifications des prix relatifs, aux idées différentes, de façon essentiellement continue, progressive, selon des voies tracées par la structure institutionnelle passée. C'est ce qu'on appelle la dépendance par rapport au sentier (*path dependence*), formule imagée qui implique que le présent est dans une large mesure conditionné par le passé, et que des tendances lourdes se maintiennent du fait des forces d'inertie des sociétés et des comportements.

Par exemple, pour North, la bureaucratie centralisée de la couronne castillane, « orientée pour le seul profit de cette dernière », produit par-delà les siècles le sous-développement des anciennes colonies espagnoles en Amérique ; alors que la Grande Charte de 1215 en Angleterre (cf. encadré), premier jalon dans l'établissement de droits de propriété sûrs, et tous les progrès institutionnels jusqu'au triomphe du Parlement en 1689, sont à l'origine du succès économique non seulement de l'Angleterre mais aussi des anciennes colonies anglaises d'Amérique, et en premier lieu des États-Unis.

Appliqué à l'histoire économique, ce cadre théorique permet à North d'affirmer que « L'essor du monde occidental¹ est l'histoire d'innovations institutionnelles réussies qui sont venues à bout de la faim et des famines, des maladies et de la pauvreté, pour produire le monde développé moderne ».

Au départ, l'expansion démographique des peuples de chasseurs conduit à un lent épuisement des ressources et donc à l'affirmation progressive des droits de propriété des clans sur leur territoire. Ce renforcement des *property rights* a mené à la **première révolution économique** (celle du néolithique) par l'incitation accrue à utiliser de nouvelles techniques (le passage à l'agriculture). Une transformation évidemment majeure qui aura pour conséquence l'intensification de la division du travail et des échanges, ainsi que l'apparition des premières formes d'État, chargées d'appliquer les droits de propriété.

La Magna Carta

À l'apogée du Moyen Âge, alors que les Capétiens renforcent leur puissance et que les Castillans arrivent aux portes du royaume musulman de Grenade, les barons anglais vont imposer au pouvoir royal affaibli et déconsidéré de Jean sans Terre un contrôle, codifié dans la Grande Charte de 1215, document devenu mythique en Angleterre. Tous les futurs réformateurs du pays s'en réclameront. Il s'agit de la première étape vers une monarchie bridée et l'affirmation de droits, suivie par des réformes institutionnelles comme la naissance du Parlement (1295). Les autres jalons de cette lente évolution vers un régime démocratique sont l'acte de suprématie (1534), la loi d'*Habeas corpus* (1679), la déclaration des droits (*Bill of Rights*) de 1689 et les réformes électorales de 1832 et 1884. Mais la Grande Charte protège aussi les marchands et garantit leurs droits contre toute expropriation arbitraire de l'État. Elle renforce les droits de propriété et en cela favorise le développement des échanges.

1. Titre de son ouvrage de 1973, avec R.T. Thomas, *The Rise of the Western World - A New Economic History*, Cambridge University Press.

Le régime monarchique anglais était l'un des plus forts en Europe à la fin du XII^e siècle, avec une administration bien implantée (les *sherifs*) et des institutions solides comme la Cour de Justice et l'Échiquier chargé des finances royales. Bien établi en France avec la dynastie angevine d'Henri II Plantagenêt, il était engagé dans des guerres constantes sur le continent. Celles-ci suscitaient l'hostilité croissante des notables enrichis par la prospérité générale : les grands propriétaires fonciers aristocratiques ou ecclésiastiques bénéficiant de l'exportation de la laine, ainsi que la bourgeoisie marchande de Londres qui profitait du développement des échanges. Tous redoutaient les perturbations et les impôts liés aux conflits. Des taxes renforcées et des interdictions sur les droits coutumiers provoquent un mécontentement général (à l'origine de la fameuse légende de Robin des Bois) et les défaites du roi Jean en France sont l'occasion de brider la monarchie. Une conjuration de bourgeois, de barons et d'évêques lui impose la charte. Les principales dispositions sont les suivantes : impossibilité pour le monarque de lever des impôts sans le consentement du grand Conseil formé de seigneurs et de représentants du clergé et de la cité de Londres, libertés garanties aux villes, interdiction d'emprisonner un homme libre sans jugement, principe de la révolte légitime contre un souverain qui ne se plierait pas à ces dispositions, libertés de l'Église enfin. ■

À la fin de l'Antiquité, la chute de Rome ouvre une période de chaos en Europe d'où émergent graduellement des îlots de stabilité. Vers la fin du X^e siècle les invasions normande, arabe, magyare cessent, la division du travail et les échanges progressent à nouveau, et la productivité dans l'agriculture s'élève, ce qui permet la reprise de la croissance démographique. Le prix de la terre tend alors à monter relativement au travail, provoquant des réponses techniques comme les rotations culturales et l'utilisation de nouvelles machines (les moulins). Mais ces progrès sont insuffisants pour enrayer les rendements décroissants et la population s'effondre finalement avec la grande crise du XIV^e siècle (peste, famine, guerres).

Les changements dans les techniques militaires mènent de leur côté au démantèlement du féodalisme et au renforcement des monarchies. Celles-ci échangent la protection qu'elles garantissent aux droits de propriété contre le droit de taxer les activités privées. Entre le XV^e et le XVIII^e siècle, certains pays mettent en place des institutions favorables au progrès économique (la Hollande et l'Angleterre), tandis que d'autres ne parviennent pas à le faire (l'Espagne ou la France). Ces institutions permettent de contenir la montée des coûts de transaction, d'accroître la productivité de telle façon que la tendance aux rendements décroissants dans l'agriculture soit contrée, de récompenser les innovateurs, bref de rassembler les conditions favorables à la révolution industrielle.

Celle-ci consiste en une spécialisation accrue grâce à l'élargissement des marchés, et un changement dans l'organisation économique pour limiter les coûts de transaction, ce qui a favorisé à son tour les innovations techniques et la croissance. Mais c'est la deuxième révolution industrielle à la fin du XIX^e siècle, caractérisée par la « croissance du stock des connaissances » et l'interpénétration totale de la science et de la technologie, qui constitue en fait le point de rupture majeur, comparable à ce qu'a été la révolution néolithique, et North peut alors parler d'une **seconde révolution économique**, amenant « une courbe d'offre élastique des connaissances nouvelles, une technologie capitaliste et la nécessité de changements majeurs de l'organisation économique pour réaliser le potentiel de cette technologie ».

Ces changements sont ceux que nous connaissons actuellement, c'est-à-dire l'hyperspécialisation et la hausse sans précédent des niveaux de vie, et là encore le développement de tout un secteur tertiaire qui devient dominant et dont le rôle est de coordonner et de faire fonctionner une société de plus en plus élaborée (« de permettre des échanges complexes en réalisant une adaptation efficace » [North]). La croissance n'est donc possible que par le jeu d'équilibre entre les deux types de coûts : les coûts de production qui baissent avec les changements technologiques, les coûts de transaction qui augmentent avec la complexification de la société, et les institutions qui s'adaptent pour limiter cette augmentation. Si cette adaptation n'est pas réussie et si les coûts de production ne baissent pas suffisamment pour compenser la hausse des coûts de transaction, la croissance peut être bloquée comme nombre de sociétés l'ont expérimenté à l'Est et au Sud.

Les techniques

On ne peut guère concevoir le progrès technique sans le progrès économique car le premier accélère le second. Longtemps délaissée par les historiens et par les économistes, *l'histoire des techniques* revient au premier plan, de même que l'analyse du progrès technique. Pourquoi et comment se produisent les inventions, qu'est-ce qui explique les phases de créativité technique dans l'histoire, les différences entre des cultures comme celles de l'Inde, la Chine, l'Islam, l'Occident, dans ce domaine particulier ?

La science économique a assez peu progressé sur ces questions et le processus de l'innovation est encore mal compris. L'apport de l'histoire économique est inestimable et la compréhension du phénomène passe nécessairement par l'étude des inventions elles-mêmes dans les périodes où elles arrivent en foule, comme à la fin du XVIII^e siècle en Grande-Bretagne. Mais la théorie économique conventionnelle, néoclassique ou keynésienne, est de peu d'utilité : comment expliquer le progrès technologique en termes de coûts et de bénéfices, ou bien en termes de demande effective ? Ce n'est pas

un seul, mais cent facteurs, la plupart non économiques, qui entrent en jeu pour expliquer l'innovation. L'analyse économique enferme l'homme dans un corps de contraintes données où il est censé agir rationnellement, mais elle ne se pose jamais la question de savoir ce qui se passerait s'il tentait de modifier ces contraintes elles-mêmes, ou pourquoi il le ferait. Or c'est justement ce que fait l'inventeur : il change les règles du jeu en rejetant les routines. Qu'est-ce qui explique cette faculté ? Pourquoi certaines sociétés sont-elles plus créatives que d'autres à certains moments de leur histoire et produisent-elles alors davantage d'iconoclastes ou d'excentriques capables de faire avancer tout le corps social ?

Trois conditions doivent être satisfaites pour voir le progrès technique s'épanouir : un milieu favorable à la science, en lieu et place du règne de la tradition et de la superstition ; l'existence de stimulants pour récompenser les inventeurs-innovateurs ; une société ouverte et diverse où les opposants potentiels au changement ne sont pas en position dominante. L'Europe de la Renaissance fournit l'exemple d'une civilisation où ces conditions sont peu à peu réunies et se renforcent. L'avance de la Chine en matière technique jusqu'à cette époque, par rapport à toutes les autres civilisations, peut s'expliquer simplement par le nombre. La plupart des inventions avant les Temps modernes, en Chine ou ailleurs, viennent de l'expérience des artisans, des fermiers et de quelques génies isolés, qui découvrent de manière fortuite des procédés nouveaux par l'observation de la nature et de ses mécanismes. Plus la population est importante, plus les chances de découvertes heureuses et utiles sont élevées, et la Chine grâce à son poids démographique réalisera le plus grand nombre de progrès technologiques et scientifiques (hauts-fourneaux, métiers à filer et à tisser, horloges hydrauliques, papier, poudre, boussole, gouvernail, imprimerie, aimant, engrais, machines agricoles, etc.). Le grand historien de l'empire du Milieu, J. Needham, affirme ainsi qu'entre le 1^{er} siècle avant J.-C. et le xv^e, la civilisation chinoise était beaucoup plus efficace que les civilisations occidentales pour appliquer les connaissances à la satisfaction des besoins humains fondamentaux ; il soutient également que les institutions, fondées sur le mérite, étaient plus rationnelles qu'en Occident.

Mais avec les Temps modernes et la révolution scientifique du xvii^e siècle, les découvertes résultent de plus en plus de l'application d'une méthode rigoureuse, d'expériences organisées de manière systématique et analytique. L'Europe prend dès lors la tête des progrès techniques parce que la Chine continue à reposer sur le hasard et la multitude des expériences isolées, caractéristiques de l'ère prémoderne.

Un autre domaine qui permet de comprendre le processus du changement technique est celui de la biologie. Les économistes tendent de plus en plus à dépasser la science économique et son cadre conceptuel rigide pour faire appel à d'autres sciences et notamment la théorie de l'évolution,

approche connue sous le terme *Evolutionary economics*. Il y a une analogie entre la science économique, qui s'intéresse au comportement individuel de maximisation de l'utilité, et la biologie, qui étudie la cellule dont le but est de s'adapter pour la survie. Toutes deux analysent le comportement individuel d'adaptation plutôt qu'elles n'étudient les groupes. À l'image de la cellule ou de l'animal, l'homme agit rarement de façon altruiste. Il ne le fait en général que si cela correspond à son propre intérêt. Naturellement, et heureusement, les comportements désintéressés, s'ils ne sont pas la norme, sont assez répandus, mais ils le sont aussi, ce qu'on sait moins, dans le règne animal. La fonction d'utilité ne se limite pas à la satisfaction personnelle, mais va au-delà, vers la reproduction de l'espèce, comme les biologistes l'ont appris aux économistes. Ainsi épargner jusqu'à sa mort n'est pas rationnel en termes économiques, mais cela le devient cependant en termes biologiques, puisqu'il s'agit de l'intérêt de l'espèce, même à l'encontre du sien propre. De même un comportement ouvert et coopératif est plus profitable qu'un comportement méfiant et égoïste, car il attire de la part des autres une réponse identique. Un autre exemple d'application, en histoire économique celui-là, se trouve dans le cas des taux d'intérêt à long terme qui sont influencés par la biologie des êtres humains (la plus ou moins grande préférence pour le présent dépend de la longévité), et ainsi au XVIII^e siècle les progrès dans l'espérance de vie expliquent la baisse des taux d'intérêt, favorable à la croissance.

Les analogies biologiques peuvent être utilisées dans le domaine des techniques. On peut appliquer la théorie biologique moderne de la survie des mieux adaptés aux milliers d'inventions qui naissent et meurent, connaissent le succès ou l'échec au cours des âges. Les mécanismes de la concurrence et de la sélection darwinienne y jouent également. De la même façon, la distinction faite en biologie entre les micromutations qui modifient graduellement les caractéristiques d'une espèce, et les macromutations qui aboutissent à la création de nouvelles espèces, peut s'appliquer aux découvertes. L'amélioration des techniques existantes (micro-inventions) et la création de techniques radicalement nouvelles (macro-inventions) sont deux processus parallèles, indispensables et complémentaires. Les micro-inventions sont sujettes à des rendements décroissants, et sans les macro-inventions à intervalle périodique la hausse de la productivité cesserait. On peut trouver des causes économiques aux premières (réaction à des exigences de prix, de demande, de coûts), mais pas aux secondes qui dépendent du génie et de la chance de certains individus hors du commun. La macro-invention représente une rupture, un « nouveau départ conceptuel », sans parenté directe avec les techniques existantes. Les exemples abondent, comme les moulins, les horloges mécaniques ou les caractères mobiles de Gutenberg au Moyen Âge ; la machine de Newcomen, la montgolfière, le métier de Jacquard ou le blanchiment au chlore de Berthollet au XVIII^e siècle ; l'hélice,

le moteur à quatre temps, le téléphone, la radio, au XIX^e siècle ; la télévision, l'ordinateur, le transistor, le laser, Internet, au XX^e. Une macro-invention crée un champ d'application très vaste pour toutes les micro-inventions qui se développent autour et après elle. « La révolution industrielle est caractérisée au plan technique par un phénomène d'agglomération des macro-inventions qui ont mené à une accélération des micro-inventions » (Joel Mokyr).

L'invention, forcément primitive au début, n'est qu'une fraction minime des innovations qui suivront, que les premiers inventeurs ne peuvent même pas imaginer. Ainsi la machine à vapeur sert d'abord pendant des décennies à pomper l'eau des mines, puis elle se transforme en moteur pour de multiples industries et ensuite pour les transports sur rail et sur mer, et enfin elle devient un moyen de fabriquer de l'électricité. Marconi en inventant la radio pensait que cette découverte n'aurait que des usages limités, là où on ne pourrait pas installer des fils, comme dans le cas des navires. Le laser semblait de peu d'utilité au départ avant de s'introduire un peu partout, des disques à la médecine, en passant par le téléphone et le découpage des textiles. Le patron d'IBM après la guerre pensait que la firme devrait se retirer du secteur des ordinateurs car la demande mondiale se limiterait à une quinzaine de machines... Autrement dit, les *innovations* consistent à améliorer *l'invention* et lui trouver de nouvelles applications, elles sont aussi nécessaires que la macro-invention elle-même et leurs effets économiques peuvent être encore plus importants. L'explosion des progrès technologiques depuis la fin du XVIII^e siècle n'est évidemment pas sans lien avec une autre explosion, tout aussi impressionnante, celle de la démographie.

La population

La population mondiale, de 300 millions en l'an mille, 700 millions en 1700, s'élevait à un milliard au début du XIX^e siècle, 2,5 milliards en 1950, dépassait 6 milliards en l'an 2000, 7,5 milliards en 2016 et atteint 8 milliards en 2022. L'accélération peut être simplement illustrée par le fait qu'entre le néolithique et le XVIII^e siècle le rythme de croissance a été d'un doublement tous les mille ans, alors que dans la deuxième moitié du XX^e siècle ce doublement a eu lieu en quarante ans... Les prévisions des démographes sont de 9,5 milliards en 2050 et la population de la planète se stabiliserait autour de 10 milliards en 2100. Toutes les régions du monde auront alors achevé leur *transition démographique* à la suite de l'Europe aux XIX^e et XX^e siècles, caractérisée par des naissances moins nombreuses qui équilibrent à peu près les décès, également moins nombreux. D'autres auteurs considèrent que ces prévisions sont trop élevées, qu'une décrue est en cours et que la population mondiale ne devrait pas dépasser les 8,5 milliards.

L'urbanisation, la hausse des niveaux de vie et la maîtrise de la fertilité expliquent cette évolution, selon Bricker et Ibbitson (2020).

La première révolution économique, selon la terminologie de North, celle du néolithique, permet une expansion rapide de la population : de quelque 5 millions il y a dix mille ans à 200 millions au début de l'ère chrétienne. Trois grands foyers de peuplement dominant : la Chine, l'Inde et le bassin méditerranéen, qu'on retrouve jusqu'à aujourd'hui. Ils représentent les trois quarts de l'humanité au I^{er} siècle, entre 50 et 60 % au Moyen Âge alors que le foyer méditerranéen inclut maintenant l'Europe occidentale. Par la suite, avec l'expansion européenne du xvi^e siècle et la poussée démographique de la Chine, ces trois ensembles remontent à 70 % de la population mondiale vers 1800. L'explosion de la population dans le tiers-monde, au xx^e siècle, fait retomber cette part à 50 % en 1980. L'Asie passe de 54 % à 59 % de la population mondiale du début à la fin du siècle, mais l'Europe décline de 23 à 10 %, l'Amérique du Nord se maintient à 5 %, tandis que l'Afrique monte de 7 à 12 % et l'Amérique latine de 4 à 9 %. En Europe, la France représente 15 % de la population du continent en 1800 et 7 % en 1950, tandis que la Russie passe de 19 % à 34 % (mais à nouveau à 20 % en 1992 après l'éclatement de l'URSS. Une vue à long terme permet de constater qu'au cours de l'histoire les périodes d'expansion démographique ont également été des périodes de renouveau. C'est le cas de la Grèce antique jusqu'au v^e siècle, de Rome jusqu'au ii^e siècle de notre ère, des civilisations du Croissant fertile, de celles de l'Inde et de l'Extrême-Orient, et naturellement de l'Europe à partir du xi^e siècle. Cameron distingue trois courbes logistiques (croissance rapide, puis décélération et plafonnement) de la population en Europe après l'an mille :

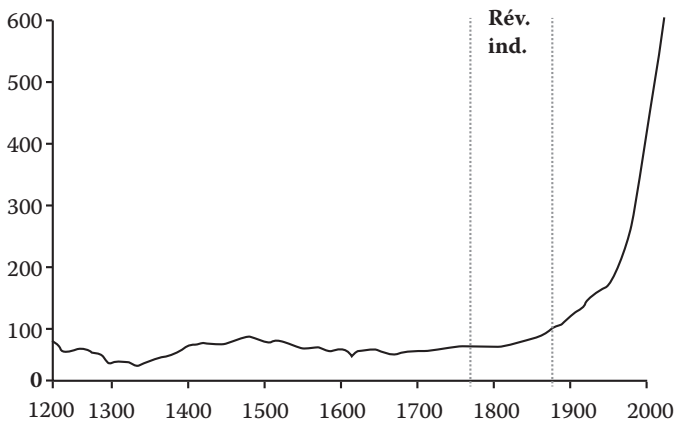
- xi^e au xiii^e siècle : défrichements, croisades et cathédrales, suivis de la crise du xiv^e où la population est réduite d'un tiers ou plus après la grande peste de 1348 ;
- xv^e et xvi^e siècles : explorations, marchés, sciences, suivis par le recul démographique et les famines du xvii^e ;
- xix^e siècle : industrie, impérialisme, domination mondiale, suivis de l'effacement relatif du xx^e siècle.

Les phases de croissance démographique sont accompagnées d'une croissance économique, de progrès techniques, d'un essor culturel et d'une expansion territoriale. Les phases de recul s'expliquent par l'entrée dans des rendements décroissants, le *piège malthusien* caractérisé par une population en hausse qui vient buter sur l'épuisement des ressources, quand les techniques sont inchangées. C'est seulement depuis la révolution industrielle et l'explosion du progrès technique que l'humanité peut éviter ce piège : des procédés de plus en plus efficaces compensent la limitation des ressources et les rendements décroissants. La *révolution* industrielle mérite donc bien son nom car « pour la première fois dans l'histoire une expan-

sion démographique ne débouche plus sur une crise majeure suivie d'une longue période de stagnation » (Tilly).

L'idée d'une antinomie entre la croissance démographique et la croissance économique est relativement récente, elle date des XIX^e et XX^e siècles, avec Malthus d'abord, et l'explosion démographique dans le tiers-monde ensuite qui renouvelle les craintes malthusiennes. Cependant aujourd'hui plus encore que par le passé, la croissance de la population peut aller de pair avec une augmentation de la production en moyenne plus rapide (voir schéma). L'élévation du revenu par tête finit par provoquer une baisse de la natalité, selon le modèle de la transition démographique qu'on peut maintenant observer partout (cf. p. 287).

Revenu, 1860 = 100



Revenu réel par personne en Angleterre, 1200-2000

Source : Gregory Clark, *A Farewell to Alms*, Princeton, 2007

Après ce panorama des principaux courants et thèmes de l'histoire économique, un retour à la chronologie permettra de faire le point sur les différentes époques à travers les travaux récents, et notamment ceux de la Nouvelle histoire économique. On présentera l'évolution des économies de l'Occident, du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient avant la révolution industrielle, en étudiant d'une part l'économie antique et médiévale, et d'autre part celle des Temps modernes : l'économie mercantiliste, du XV^e siècle jusqu'au début du XVIII^e. Les révolutions industrielles des XVIII^e-XIX^e siècles seront ensuite analysées avec leurs conséquences planétaires et notamment la mondialisation contemporaine.

Chapitre 2

L'évolution économique avant la révolution industrielle

On étudiera dans ce chapitre *les sociétés précapitalistes*, allant des origines de l'homme à la Renaissance des xv^e-xvi^e siècles, sociétés qui s'étendent sur trois grandes périodes, le Néolithique, l'Antiquité et le Moyen Âge, puis *les sociétés capitalistes mais préindustrielles*, qui courent de la Renaissance au xviii^e siècle et correspondent aux Temps modernes, pendant le règne du mercantilisme. Les sociétés capitalistes industrielles, de la fin du xviii^e siècle à nos jours, feront l'objet des derniers chapitres de l'ouvrage.

Les économies précapitalistes et préindustrielles

La fin de la préhistoire : la révolution néolithique

Les grandes civilisations de l'Antiquité sont apparues à la suite de la *révolution néolithique*, il y a quelque 10 000 ans, qui a vu la naissance et l'extension de l'agriculture jusque vers 3500 avant notre ère. Avant d'étudier les aspects économiques des civilisations de l'Antiquité (3500 avant le Christ à 476 après) puis ceux du Moyen Âge (476 à 1453), il convient donc de revenir sur les cinq millénaires (de 8000 à 3500 avant J.-C.) qui ont vu se dérouler cette *première révolution économique*.

Selon les archéologues, une modification des conditions climatiques à la fin du dernier âge glaciaire en serait l'origine : sur les plateaux et dans les plaines qui s'étendent de l'Inde à la Méditerranée, avec au centre le

Kurdistan et l'Irak actuels, un climat plus sec et parfois aride a entraîné la raréfaction des animaux et du gibier, poussant les femmes – moins occupées par la chasse, car une première répartition des tâches caractérise les sociétés paléolithiques, les hommes à la chasse, les femmes à la cueillette – à cultiver des céréales jusque-là sauvages et à élever des animaux. Dès lors les villages puis les villes apparaissent et les communautés se sédentarisent. L'existence d'un surplus permet qu'une division du travail plus poussée se mette progressivement en place, avec des artisans pratiquant la céramique, la poterie, la métallurgie, le tissage, la vannerie, etc. Les premières activités de services apparaissent également, comme les tâches des administrateurs dans les cités-États naissantes et celles des prêtres, alors fortement liées à l'organisation des rythmes de l'activité économique essentielle, la culture du sol.

D'autres innovations suivent la découverte de l'agriculture : l'irrigation, la traction animale, l'araire, le travail des métaux¹, la roue (et toutes les utilisations qu'elle implique : tours, chariots, poulies, etc.), l'architecture, la monnaie, et bien sûr l'écriture : une des premières formes apparaît avec les caractères inventés à Sumer par la hiérarchie religieuse vers -2800 pour garder la trace des impôts en nature. Les échanges se développent, la division du travail se renforce et la mécanique de la croissance est enclenchée et ne s'arrêtera plus à long terme.

L'histoire commence donc au Proche-Orient au milieu du IV^e millénaire avant le Christ avec la naissance des grandes civilisations. À partir de son berceau, la révolution néolithique s'est étendue dans la vallée du Nil, en Inde et vers - 2500 en Europe, toujours avec les mêmes effets. Par exemple la culture du riz, du soja et du millet se diffuse en Orient et, avec elle, apparaissent les grandes cités, l'écriture, la métallurgie et une organisation sociale complexe. Elle apparaît également de façon indépendante en Chine au VII^e millénaire, en Afrique vers - 6 000 et aux Amériques 3 500 ans avant notre ère.

L'économie antique

Les conditions économiques sont très variables selon les diverses sociétés ou *empires* dans une période aussi longue que celle de l'Antiquité (environ 4 000 ans, du IV^e millénaire avant le Christ au V^e siècle après), même s'il existe bien sûr des traits communs dus à la stabilité à long terme des techniques qui caractérise l'époque.

1. Le bronze, alliage de cuivre et d'étain, à partir du VII^e millénaire (*l'âge du bronze*) et plus tard le fer qui n'apparaîtra qu'au II^e millénaire avant le Christ (*l'âge du fer*).

Les empires

On distingue les *empires de la terre* qui reposent sur l'agriculture, dans les civilisations des grands fleuves : Tigre et Euphrate, de Sumer à la Perse, Nil, dans l'Égypte des pharaons ; et les *empires de la mer* qui dépendent du commerce et de la navigation, comme la Phénicie, les cités grecques, et les royaumes hellénistiques issus de la conquête d'Alexandre. Rome, à la fois empire de la terre et empire de la mer après l'élimination de Carthage, devra son succès et sa durée à cette synthèse réussie entre ces deux grands types des civilisations de l'Antiquité.

Les empires de la terre en Mésopotamie et en Égypte

- En Mésopotamie, un « système économique libéral précapitaliste »

La Mésopotamie, qui correspond à l'Irak actuel, voit naître, au même moment qu'en Égypte les premières grandes civilisations. C'est un carrefour propice aux échanges, aux invasions, à la diffusion des techniques, où les terres sont constamment inondées par les fleuves Tigre et Euphrate. Le contrôle des eaux implique la nécessité de travaux d'infrastructures et de canalisations, et donc l'organisation coordonnée des hommes au sein d'un État. Les principales productions sont agricoles : l'orge, le froment, le blé, le millet et toute la variété des fruits et légumes. L'élevage fournit à la fois un complément alimentaire et une source d'énergie pour les travaux agricoles. Les occupations artisanales couvrent tout le champ des activités traditionnelles, depuis les céramiques, le cuir, les textiles (lin, laine) jusqu'à la métallurgie et l'orfèvrerie. La finance est présente avec les premiers banquiers qui pratiquent les dépôts rémunérés et le prêt à intérêt. Les échanges sont variés et le commerce extérieur se réalise sur une grande échelle car les matières premières manquent. La nécessité d'importer et d'exporter implique le développement d'entrepôts, de maisons de commerce, d'avances aux commerçants qui lancent les caravanes. La monnaie est utilisée tout d'abord sous forme de marchandises, puis l'or et l'argent circulent. La monnaie métallique est d'abord pesée, puis comptée avec l'apparition des pièces au VII^e siècle en Phrygie et en Lydie, à l'époque de Midas et Crésus, et enfin frappée lorsque l'autorité centrale imprime son sceau et reconnaît le pouvoir libérateur aux espèces.

Mais le caractère le plus étonnamment moderne de ces diverses civilisations mésopotamiennes est la liberté dans le domaine économique, liberté protégée par un cadre juridique élaboré. Les terres sont morcelées et le régime de la petite propriété domine. Les échanges, le commerce, les activités artisanales sont également libres et les relations de marché caractérisent l'économie. Les affaires et la production ne sont nullement condamnées par les mœurs comme ce sera le cas en Occident dès l'Antiquité grecque et latine.